

**Réenchanter l'alimentation des foyers québécois :  
le gouvernement doit agir pour nous redonner le sourire.**

**Mot du président de la TCFDSMM**

**Conférence de presse du 25 août 2023**

Bonjour à toutes et à tous,

Comme président de la *Table de concertation sur la Faim et le développement social du Montréal Métropolitain* et comme directeur d'une table de concertation sur la sécurité alimentaire à Saint-Léonard, j'aimerais commencer par vous faire réfléchir sur le rôle de l'alimentation. Je vais donc vous citer une phrase bien connue du grand ethnologue, Claude Lévi-Strauss. Celui-ci disait qu'« il ne suffit pas qu'un aliment soit bon à manger, encore faut-il qu'il soit bon à penser ». J'ajouterai pour mieux m'inscrire dans la pensée actuelle, notamment des gens du marketing, qu'un aliment doit aussi être « bon à rêver ». Je commence mon propos par cette entrée en matière pour illustrer les difficultés de s'alimenter aujourd'hui alors que le prix des aliments augmente et que cela ne semble pas vouloir s'arrêter.

Comme vous devez le savoir et c'est ce qu'illustre ma citation, les aliments ne nourrissent pas seulement le corps, ils nourrissent aussi les individus socialement

et leur imaginaire. Ce que je veux dire, c'est que les aliments qui sont mangés sont ceux qui respectent nos goûts, ceux que l'on apprend dans nos cultures. Par la suite, nos goûts plus personnels s'y superposent. L'alimentation est donc un élément identitaire très important et elle est constitutive de nos sociétés. On ne mange pas n'importe quoi sous prétexte de se nourrir, j'insiste donc sur le fait que l'alimentation doit être bonne à penser et à rêver pour combler la faim. Or, dans le contexte actuel, je commence à douter que manger nous fasse encore rêver. Je constate personnellement comme citoyen de Montréal, mais aussi comme acteur du milieu communautaire de plus en plus de tristesse et d'anxiété liées à l'alimentation. Je le vois dans le visage des gens que je rencontre, je le lis dans les sillons du front des personnes que je croise dans nos activités sur l'alimentation et je le ressens dans leur voix lorsque nous conversons. D'ailleurs, pour l'anecdote, je suis allé à l'épicerie hier soir, comme plusieurs d'entre vous, cela n'a rien de spécial. Or, ce qui m'a surpris c'est que je n'ai vu aucun sourire ce soir-là. Ce que j'ai vu ce sont de nombreuses mines soucieuses de personnes qui hésitent à choisir des aliments à mettre dans leur panier. Je pense avoir perçu leur hésitation, non pas celle de choisir entre deux marques ou deux parfums, mais celle de la nécessité de faire un choix, le plus rationnel possible pour respecter leur budget et les priorités du foyer : je pense, par exemple, aux jeunes enfants. Autrement dit, ce que j'ai vu,

ce sont des personnes qui tergiversaient non pas sur le goût du yogourt à choisir, entre la vanille ou la fraise, mais des gens qui se demandent si le yogourt est bien une priorité cette semaine dans l'épicerie du foyer. Cette anecdote m'oblige à me poser la question : si notre alimentation, dans un monde réputé être d'abondance comme le Québec, ne fait plus rêver ; où allons-nous ? L'alimentation, c'est au fondement de la vie !

J'insiste maintenant sur le plaisir alimentaire qui est aussi primordial à la survie des populations que le simple fait de manger. Je parle bien ici du simple bonheur de manger, de la joie des sens, du sentiment agréable de satiété, du plaisir de penser au prochain repas. Cela aussi est très important pour la santé. D'ailleurs, vous avez tous et toutes déjà entendu parler de l'alimentation des astronautes qui si elle n'est pas bonne au goût n'assurera pas la santé (mentale) de l'équipage. Peut-être avez-vous déjà entendu le même genre d'histoire dans l'armée ? Plus près de vous, vous avez sûrement tous et toutes une histoire alimentaire désagréable qui a nui au plaisir que vous aviez à manger et qui a fait en sorte que vous êtes restés sur votre faim. J'insiste sur le plaisir alimentaire non pas pour rappeler que cela est précisé dans le nouveau guide alimentaire canadien de 2019, mais pour souligner que celui-ci est nécessaire d'un point de vue biologique pour que nous continuions à nous alimenter sainement. C'est que celui ou celle qui mange doit éprouver du plaisir à

le faire pour assurer sa condition physique. Lorsque le plaisir n'est plus au rendez-vous, la santé périlite. Vous n'avez qu'à penser maintenant à celles et à ceux qui ont perdu le goût (souffrir d'agueusie) ou l'appétit pour toutes les raisons qu'on peut imaginer. Eh bien, dans les deux cas, ce sont des pathologies qu'il faut considérer pour assurer la santé et la survie ; d'ailleurs, la médecine s'y intéresse !

Je répéterai donc que manger doit être agréable et que sans cette sensation une personne ne peut être une personne complète. Je pose alors une deuxième question : si les Québécoises et les Québécoises n'éprouvent plus de plaisir à manger ; où allons-nous ? La santé physique et mentale de notre société est en jeu...

Je ne pense pas vous apprendre la nouvelle : nous sortons d'une pandémie qui sévit depuis plus de trois ans maintenant. Au début de la pandémie et durant la première année, de nombreuses personnes ont eu recours à l'aide alimentaire d'urgence. Ils et elles avaient perdu leur emploi ou connaissaient une grande baisse de revenus. À cette époque, des fonds d'urgence ont été débloqués par nos gouvernements et de nombreuses aides ont été mises en place. À cet égard, le milieu communautaire de la sécurité alimentaire s'est fortement mobilisé pour aider toutes ces personnes nouvellement fragilisées. Or, depuis la fin de la COVID, ou du moins son ralentissement, les foyers québécois sont de nouveau fragilisés pour subvenir à leurs besoins de base et les fonds d'urgence ne sont plus là. Je ne vous apprends

rien en vous parlant d'une forte inflation des denrées. Les chiffres que nous avons peuvent faire débat et être interprétés de différentes manières, mais il est aisé d'observer que les aliments coûtent plus cher et que cela est facile à sentir au moment de passer à la caisse avec son panier. Selon certains calculs, nos paniers coûtent de 20 à 50 % plus cher qu'au début de la pandémie en 2020. Mais nos salaires n'ont pas suivi. Depuis cette prise de conscience, le milieu communautaire continue sa mobilisation et dénonce, depuis 2021, ces hausses et leurs impacts pour l'ensemble des personnes et des familles québécoises.

Dans le milieu de la sécurité alimentaire, les demandes d'aide explosent. D'ailleurs, tous les bilans, notamment celui de Moisson Montréal le confirme. Dans sa dernière édition, le Bilan-Faim (2022) annonce une hausse de 25,8 % des demandes d'aide par rapport à 2019. Ce qui est aussi remarquable, c'est que celles-ci ne sont plus la prérogative des personnes réputées être sans revenu ou à faibles revenus. Elles viennent aussi de ce qu'il est convenu d'appeler la classe moyenne. Autrement dit, de plus en plus de foyers de personnes qui ont de bons emplois n'arrivent plus à boucler leur budget à cause de la hausse des prix des denrées. Ce qui veut dire que de plus en plus de foyers peinent à combler leurs besoins alimentaires et que de nombreux enfants ne mangent pas assez ! À ma connaissance, l'aide alimentaire est d'abord assurée par le milieu communautaire, ce qui veut dire que celui-ci subit

de plus en plus de pression pour répondre aux demandes exponentielles d'aide. Et actuellement, je tiens à préciser que nous n'avons pas les ressources ni les moyens pour répondre au besoin d'une population en détresse grandissante.

De plus, si l'on se concentre sur nos activités ordinaires, que sont les cuisines collectives, les restaurants populaires, les boîtes à lunch, etc. L'inflation a aussi un immense impact. En plus de ne pas pouvoir répondre aux demandes en surnombre, nous n'arrivons plus à réaliser nos activités avec les budgets que nous avons puisque ceux-ci ne sont pas indexés à l'inflation. Ce qui veut dire que malgré la hausse des demandes, nous devons rationner nos activités alimentaires pour répondre aux impératifs de nos budgets. Pour le dire autrement, l'inflation alimentaire galopante que nous connaissons nous oblige à faire plus avec moins. Elle nous demande de faire mieux avec le peu que nous avons. Je vous dirais que le milieu communautaire a aussi perdu le sourire et notre anxiété de répondre aux besoins suit la même courbe que les demandes, elle est exponentielle.

Je suis d'avis et je pense que mon opinion est partagée par mes collègues, que notre société doit réenchanter son alimentation. Je suis de ceux et de celles qui croient que l'État québécois a la responsabilité d'assurer un accès à une alimentation digne pour toute sa population, il en va du droit à l'alimentation défendu par l'ONU. Pour

y arriver, nous devons réfléchir ensemble sur le futur de nos systèmes alimentaires pour qu'ils offrent des produits de qualité, en accord avec les valeurs qui ont cours dans notre société, et ce, à bon prix pour tout le monde. Je suis d'avis comme plusieurs de mes collègues que l'alimentation n'est pas qu'un carburant pour le corps et encore moins une marchandise ordinaire. Il est donc grand temps qu'on lui accorde toute la valeur sociale et culturelle qu'elle mérite. Les foyers québécois ont le droit de retrouver le sourire en faisant leurs courses dans les marchés. Le plaisir alimentaire n'est pas un luxe, c'est un impératif pour une société en santé. Le gouvernement doit agir pour nous redonner le sourire.

Jean-Philippe Laperrière